

Avenant n°1 à la convention
entre le Département d'Ille-et-Vilaine
et la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique

ENTRE

Le Département d'Ille-et-Vilaine représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, autorisé à signer le présent avenant à la convention du 10 mars 2023 en vertu de la décision de l'Assemblée départementale lors de sa session du 29 juin 2023,

ET

La Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique représentée par son directeur, Monsieur Michel PELLÉ, agissant au titre du Comité diocésain de l'enseignement catholique.

Préambule :

Le Département d'Ille-et-Vilaine a placé l'éducation et la réussite de tous les collégiens au cœur de ses priorités. Dans ce cadre, le Conseil départemental et la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique ont la volonté de poursuivre leur partenariat au service de l'ensemble des élèves breilliens tout en s'engageant à favoriser les projets permettant la mixité sociale et scolaire au sein des territoires. La convention a pour objet de définir, pour les années 2023, 2024 et 2025, les modalités d'attribution des dotations prévues par le Code de l'Education ainsi que les dotations correspondant à une politique volontariste du Département.

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

Le présent avenant a pour objet d'intégrer un article supplémentaire à la convention au sein de la première partie relative aux dotations prévues par le Code de l'éducation et de modifier le montant alloué au titre des dotations spécifiques numériques figurant dans la troisième partie de la convention.

ARTICLE 1 : Les parties conviennent d'ajouter un article comme suit :

1-3 : les subventions d'investissement

En plus de ses compétences obligatoires, le Département fait le choix d'apporter des aides facultatives aux collèges privés. Il s'appuie pour ce faire sur l'article 69 de la Loi Falloux.

Le montant de la subvention d'investissement pouvant être attribué à chaque établissement, conformément à l'article L.151-4 du Code de l'Education, est au maximum égal à 10% des dépenses globales non couvertes par des fonds publics figurant au dernier compte financier.

Une subvention peut être attribuée quel que soit le mode de financement des investissements :

- annuités en capital des emprunts contractés,
- ou devis des travaux financés sur fonds propres,

Dans le cadre de la présente convention, et pour répondre aux priorités départementales, les investissements réalisés par les établissements et faisant l'objet d'une demande de subvention devront répondre à de nouvelles orientations visant une plus grande mixité sociale et scolaire.

A ce titre , les taux de subventionnement applicables aux dépenses annuelles réalisées, sont définis au regard de deux critères :

- le taux plafond d'intervention en fonction de l'indice de position sociale (IPS) des collèges (IPS base année scolaire N-1) :
 - o 60 % pour les établissements dont l'IPS est inférieur à 90,
 - o 55 % pour les établissements dont l'IPS est supérieur à 90 et inférieur à 100,
 - o 45 % pour les établissements dont l'IPS est compris entre 100 et 110,
 - o 40 % pour les établissements dont l'IPS est supérieur à 110 et inférieur à 120,
 - o 35 % pour les établissements dont l'IPS est compris entre 120 et 130,
 - o 33 % pour les établissements dont l'IPS est supérieur à 130 pour les exercices 2023 et 2024. Le taux sera ramené à 30% pour l'exercice 2025.
- la majoration de ces taux de 5 points pour les collèges ruraux en référence à la nouvelle qualification des communes (rurales ou urbaines) sur la base des éléments INSEE 2021 (cf. annexe 1).

Une majoration de ces taux de 5 points supplémentaires pourra être apportée à des situations particulières qui seront étudiées au cas par cas annuellement.

Dans la limite du plafond fixé par l'article L.151-4 du Code de l'Education.

Pour l'année 2023, l'enveloppe annuelle affectée aux subventions d'investissement est de **2,3 millions** d'euros. Les orientations présentées par la Direction diocésaine en matière de mixité sociale et scolaire montrent leur volonté de s'engager dans la démarche. A la suite d'un bilan annuel de l'évolution des IPS des collèges privés, le montant de l'enveloppe pourra être portée à 2,4 M€ en 2024 et 2,5 M€ en 2025 selon les résultats et sous réserve du vote des crédits par l'Assemblée départementale.

Les investissements réalisés par les établissements et faisant l'objet d'une demande de subvention doivent répondre aux enjeux de développement durable, notamment au travers de la performance énergétique. Une attention particulière est portée aux travaux liés au numérique, à la mise en sécurité des établissements et à la mise aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées. Les travaux doivent concerner les bâtiments administratifs, d'enseignement ou de restauration dédiés à l'enseignement du second degré (collège). L'équipement des locaux peut être retenu s'il intervient dans le cadre de la rénovation ou la construction de bâtiments.

Conformément à l'article 4 de la loi n°94-51 du 21 janvier 1994 relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales (dite loi Bourg-Broc) : *« Toute aide allouée ... donne lieu à conclusion, entre la collectivité territoriale qui l'attribue et l'organisme bénéficiaire, d'une convention précisant l'affectation de l'aide, les durées d'amortissement des investissements financés et, en cas de cessation de l'activité d'éducation ou de résiliation du contrat, les conditions de remboursement des sommes non amorties ainsi que les garanties correspondantes ».*

L'instruction des dossiers sera conditionnée par la transmission, chaque année, du compte financier intégrant le compte de résultat et le bilan détaillés, ainsi que l'ensemble des annexes.

Ces dossiers devront être transmis au service Collèges du Conseil départemental au plus tard le 15 mars de chaque année civile. Ils feront l'objet d'un examen avant d'être soumis à l'avis du Conseil Académique de l'Education nationale puis présenté en commission permanente pour validation.

ARTICLE 2 :

Troisième partie : Les dotations spécifiques numériques

Le Département s'engage dans la définition et la mise en œuvre d'un plan numérique éducatif se donnant pour objectifs de doter les collèges des moyens nécessaires à la réussite des élèves. Afin de répondre aux besoins exprimés par le réseau privé et d'adapter les acquisitions à chacun des établissements, le Département verse les dotations en investissement.

Le montant de la dotation pour chacun des collèges privés est calculé sur la base du montant des dotations en équipement des collèges publics pour les 6 prochaines années, à parité euros élève.

Suite à une erreur matérielle, il convient de régulariser le montant de la subvention attribuée au collège Saint-Joseph à Châteaubourg. Celui-ci s'élève donc à 20 817 € / an.

L'enveloppe pour les 3 années de la convention, suite à cette modification, est de **2 919 006 €**. La répartition annuelle par collège est jointe en annexe 2.

ARTICLE 3 : Les autres articles restent inchangés.

Fait à Rennes en 2 originaux, le

Le Directeur Diocésain

Le Président du Conseil départemental

Michel PELLÉ

Jean-Luc CHENUT

Qualification des communes d'Ille-et-Vilaine lieux d'implantation d'un collège
(Rurale ou urbaine, base des éléments INSEE 2021)

| Commune | Type en 2021 |
|-------------------------------|--------------|
| Argentré-du-Plessis | Rurale |
| Bain-de-Bretagne | Urbaine |
| Bruz | Urbaine |
| Cancale | Rurale |
| Cesson-Sévigné | Urbaine |
| Châteaubourg | Urbaine |
| Châteaugiron | Urbaine |
| Combourg | Rurale |
| Dol-de-Bretagne | Rurale |
| Fougères | Urbaine |
| Guignen | Rurale |
| Janzé | Urbaine |
| La Guerche-de-Bretagne | Rurale |
| La Richardais | Urbaine |
| Liffré | Urbaine |
| Maen Roch | Rurale |
| Martigné-Ferchaud | Rurale |
| Montauban-de-Bretagne | Rurale |
| Montfort-sur-Meu | Urbaine |
| Mordelles | Urbaine |
| Pacé | Urbaine |
| Pipriac | Rurale |
| Pleine-Fougères | Rurale |
| Plélan-le-Grand | Rurale |
| Redon | Urbaine |
| Rennes | Urbaine |
| Saint-Aubin-d'Aubigné | Rurale |
| Saint-Aubin-du-Cormier | Rurale |
| Saint-Georges-de-Reintembault | Rurale |
| Saint-Grégoire | Urbaine |
| Saint-Malo | Urbaine |
| Saint-Méen-le-Grand | Rurale |
| Tinténiac | Rurale |
| Val d'Anast | Rurale |
| Val-Couesnon | Rurale |
| Vitré | Urbaine |

Annexe 2

Dotation équipements informatique

| Commune | Collèges | Montant total 3 ans | Montant 2023 | Montant 2024 | Montant 2025 |
|--------------------------------|---------------------------|---------------------|------------------|------------------|------------------|
| ARGENTRE DU PLESSIS | SAINT JOSEPH | 68 721 € | 22 907 € | 22 907 € | 22 907 € |
| BAIN DE BRETAGNE | SAINT JOSEPH | 95 805 € | 31 935 € | 31 935 € | 31 935 € |
| BRUZ | SAINT JOSEPH | 157 902 € | 52 634 € | 52 634 € | 52 634 € |
| CESSON SEVIGNE | SAINT LOUIS | 7 332 € | 2 444 € | 2 444 € | 2 444 € |
| CESSON SEVIGNE | LEONTINE DOLIVET | 21 291 € | 7 097 € | 7 097 € | 7 097 € |
| CANCALE | SAINT JOSEPH | 34 065 € | 11 355 € | 11 355 € | 11 355 € |
| CHATEAUBOURG | SAINT JOSEPH | 62 451 € | 20 817 € | 20 817 € | 20 817 € |
| CHATEAUGIRON | SAINTE CROIX | 73 569 € | 24 523 € | 24 523 € | 24 523 € |
| COMBOURG | SAINT GILDUIN | 48 495 € | 16 165 € | 16 165 € | 16 165 € |
| DOL DE BRETAGNE | SAINT MAGLOIRE | 79 839 € | 26 613 € | 26 613 € | 26 613 € |
| FOUGERES | SAINTE MARIE | 107 517 € | 35 839 € | 35 839 € | 35 839 € |
| FOUGERES | SAINTE JEANNE D'ARC | 57 246 € | 19 082 € | 19 082 € | 19 082 € |
| GUIGNEN | SAINT JOSEPH | 47 904 € | 15 968 € | 15 968 € | 15 968 € |
| JANZE | SAINT JOSEPH | 78 183 € | 26 061 € | 26 061 € | 26 061 € |
| LA GUERCHE DE BRETAGNE | SAINT JOSEPH | 67 773 € | 22 591 € | 22 591 € | 22 591 € |
| LA RICHARDAIS | SAINTE MARIE | 65 646 € | 21 882 € | 21 882 € | 21 882 € |
| LIFFRE | SAINT MICHEL | 75 816 € | 25 272 € | 25 272 € | 25 272 € |
| MAEN-ROCH (St Brice en Coglès) | SAINTE JEANNE D'ARC | 52 398 € | 17 466 € | 17 466 € | 17 466 € |
| MARTIGNE FERCHAUD | SAINT JOSEPH | 34 182 € | 11 394 € | 11 394 € | 11 394 € |
| MONTAUBAN DE BRETAGNE | LA PROVIDENCE | 40 569 € | 13 523 € | 13 523 € | 13 523 € |
| MONTFORT SUR MEU | SAINT LOUIS-MARIE | 81 849 € | 27 283 € | 27 283 € | 27 283 € |
| MORDELLES | SAINT YVES | 87 171 € | 29 057 € | 29 057 € | 29 057 € |
| PACE | SAINT GABRIEL | 120 408 € | 40 136 € | 40 136 € | 40 136 € |
| PIPRIAC | SAINT JOSEPH | 47 430 € | 15 810 € | 15 810 € | 15 810 € |
| PLEINE FOUGERES | SAINT JOSEPH | 21 882 € | 7 294 € | 7 294 € | 7 294 € |
| PLELAN LE GRAND | DE L'HERMINE | 32 763 € | 10 921 € | 10 921 € | 10 921 € |
| REDON | LE CLEU SAINT JOSEPH | 92 967 € | 30 989 € | 30 989 € | 30 989 € |
| RENNES | NOTRE DAME DU VIEUX COURS | 59 967 € | 19 989 € | 19 989 € | 19 989 € |
| RENNES | LA TOUR D'AUVERGNE | 53 106 € | 17 702 € | 17 702 € | 17 702 € |
| RENNES | SAINTE GENEVIEVE | 46 602 € | 15 534 € | 15 534 € | 15 534 € |
| RENNES | SAINT HELIER | 60 321 € | 20 107 € | 20 107 € | 20 107 € |
| RENNES | SAINT VINCENT-PROVIDENCE | 93 795 € | 31 265 € | 31 265 € | 31 265 € |
| RENNES | ASSOMPTION | 111 891 € | 37 297 € | 37 297 € | 37 297 € |
| RENNES | SAINTE JOSEPHINE BAKHITA | 18 453 € | 6 151 € | 6 151 € | 6 151 € |
| ST AUBIN D AUBIGNE | SAINT MICHEL | 63 162 € | 21 054 € | 21 054 € | 21 054 € |
| ST AUBIN DU CORMIER | SAINTE ANNE | 36 192 € | 12 064 € | 12 064 € | 12 064 € |
| ST GEORGES DE REINTEMBault | JULIEN MAUENOIR | 18 333 € | 6 111 € | 6 111 € | 6 111 € |
| ST GREGOIRE | IMMACULEE | 106 215 € | 35 405 € | 35 405 € | 35 405 € |
| ST MALO | CHOISY | 62 925 € | 20 975 € | 20 975 € | 20 975 € |
| ST MALO | MOKA | 49 794 € | 16 598 € | 16 598 € | 16 598 € |
| ST MALO | SACRE COEUR | 30 633 € | 10 211 € | 10 211 € | 10 211 € |
| ST MEEN LE GRAND | NOTRE DAME | 28 860 € | 9 620 € | 9 620 € | 9 620 € |
| TINTENIAC | SAINT JOSEPH | 99 474 € | 33 158 € | 33 158 € | 33 158 € |
| VAL-COUESNON | SAINT ANDRE | 20 580 € | 6 860 € | 6 860 € | 6 860 € |
| VAL D'ANAST | SAINTE MARIE | 25 668 € | 8 556 € | 8 556 € | 8 556 € |
| VITRE | SAINTE JEANNE D'ARC | 49 914 € | 16 638 € | 16 638 € | 16 638 € |
| VITRE | SAINTE MARIE | 121 947 € | 40 649 € | 40 649 € | 40 649 € |
| TOTAL | | 2 919 006 € | 973 002 € | 973 002 € | 973 002 € |

| VILLE | COLLEGE | IPS 2021 | TAUX CD35 | Majoration 5 points collège en zone rurale | Nouvelle majoration 5 points pour situation particulière | CUMUL Taux falloux + zone rurale + particularité (A) | Montant dépenses déclarées par le collège pour 2023 (B) | Montant subvention (sans le plafond 10%) (C = B*A) | Droit de tirage 2023 / plafond 10% (D) | Montant maximum attribuable (E) | Montant FALLOUX proposé |
|------------------------|-------------------|----------|-----------|--|--|--|---|--|--|---------------------------------|-------------------------|
| RENNES | BAKHITA | 80,4 | 60% | | | 60% | 95 046 | 57 028 | 66 876 | 57 028 | 57 028 |
| ST GEORGES DE R. | JULIEN MAUNOIR | 93,7 | 55% | 5% | | 60% | 57 137 | 34 282 | 22 767 | 22 767 | 22 767 |
| VAL COUESNON ANTRAIN | ST ANDRE | 93,7 | 55% | 5% | | 60% | 41 588 | 24 953 | 26 682 | 24 953 | 24 953 |
| VA D'ANAST | STE MARIE | 94,6 | 55% | 5% | | 60% | 46 000 | 27 600 | 22 675 | 22 675 | 22 675 |
| PIPRIAC | ST JOSEPH | 95,7 | 55% | 5% | | 60% | 200 891 | 120 535 | 43 102 | 43 102 | 43 102 |
| ARGENTRE | ST JOSEPH | 98 | 55% | 5% | | 60% | 25 430 | 15 258 | 69 367 | 15 258 | 15 258 |
| PLEINE FOUGERES | ST JOSEPH | 98,1 | 55% | 5% | | 60% | 38 858 | 23 315 | 16 158 | 16 158 | 16 158 |
| LA GUERCHE | ST JOSEPH | 98,4 | 55% | 5% | | 60% | 75 769 | 45 461 | 72 446 | 45 461 | 45 461 |
| CESSON | ST LOUIS | 99,8 | 55% | | | 55% | 105 766 | 58 171 | 35 000 | 35 000 | 35 000 |
| MARTIGNE FERCHAUD | ST JOSEPH | 100,3 | 45% | 5% | | 50% | 95 408 | 47 704 | 40 838 | 40 838 | 35 717 |
| DOL | ST MAGLOIRE | 102,6 | 45% | 5% | | 50% | 142 640 | 71 320 | 69 976 | 69 976 | 61 200 |
| FOUGERES | STE JEANNE D'ARC | 102,8 | 45% | | | 45% | 134 488 | 60 520 | 58 630 | 58 630 | 51 277 |
| VITRE | STE JEANNE D'ARC | 102,9 | 45% | | | 45% | 132 334 | 59 550 | 40 529 | 40 529 | 35 446 |
| PLELAN | L'HERMINE | 103,2 | 45% | 5% | | 50% | 52 733 | 26 367 | 15 869 | 15 869 | 13 879 |
| MAEN ROCH - ST BRICE | JEANNE D'ARC | 104,1 | 45% | 5% | | 50% | 123 359 | 61 680 | 57 613 | 57 613 | 50 388 |
| ST MEEN | NOTRE DAME | 104,5 | 45% | 5% | | 50% | 82 431 | 41 216 | 19 412 | 19 412 | 16 978 |
| GUIGNEN | ST JOSEPH | 107,5 | 45% | 5% | | 50% | 59 570 | 29 785 | 25 971 | 25 971 | 22 714 |
| ST AUBIN D'AUBIGNE | ST MICHEL | 107,5 | 45% | 5% | | 50% | 84 280 | 42 140 | 61 562 | 42 140 | 36 855 |
| BAIN DE BRETAGNE | ST JOSEPH | 109,3 | 45% | | | 45% | 156 090 | 70 241 | 115 902 | 70 241 | 61 432 |
| FOUGERES | STE MARIE | 109,3 | 45% | | | 45% | 264 876 | 119 194 | 115 528 | 115 528 | 101 040 |
| ST AUBIN DU CORMIER | STE ANNE | 109,6 | 45% | 5% | | 50% | 79 319 | 39 660 | 42 646 | 39 660 | 34 686 |
| CANCALE | ST JOSEPH | 110,1 | 40% | 5% | | 45% | 35 158 | 15 821 | 36 366 | 15 821 | 13 837 |
| MONTAUBAN | LA PROVIDENCE | 110,4 | 40% | 5% | | 45% | 90 576 | 40 759 | 45 905 | 40 759 | 35 648 |
| VITRE | STE MARIE | 110,5 | 40% | | | 40% | 298 294 | 119 318 | 121 081 | 119 318 | 104 354 |
| RENNES | STE GENEVIEVE | 112,4 | 40% | | | 40% | 200 000 | 80 000 | 80 501 | 80 000 | 69 967 |
| ST MALO | MOKA | 113 | 40% | | | 40% | 63 355 | 25 342 | 43 940 | 25 342 | 22 164 |
| JANZE | ST JOSEPH | 113 | 40% | | | 40% | 251 683 | 100 673 | 102 751 | 100 673 | 88 048 |
| COMBOURG | ST GILDUIN | 114 | 40% | 5% | | 45% | 145 085 | 65 288 | 58 737 | 58 737 | 51 371 |
| ST MALO | SACRE CŒUR | 114,6 | 40% | | 5% | 45% | 98 283 | 44 227 | 50 829 | 44 227 | 44 227 |
| TINTENIAC | ST JOSEPH | 114,6 | 40% | 5% | | 45% | 122 984 | 55 343 | 109 033 | 55 343 | 48 402 |
| REDON | LE CLEU ST JOSEPH | 115,3 | 40% | | | 40% | 369 048 | 147 619 | 107 134 | 107 134 | 93 698 |
| LA RICHARDAIS - DINARD | STE MARIE | 115,4 | 40% | | | 40% | 153 939 | 61 576 | 137 952 | 61 576 | 53 853 |
| MONTFORT S/MEU | ST LOUIS MARIE | 116,2 | 40% | | | 40% | 125 121 | 50 048 | 79 678 | 50 048 | 43 772 |
| CHATEAUBOURG | ST JOSEPH | 118,7 | 40% | | | 40% | 131 583 | 52 633 | 73 168 | 52 633 | 46 032 |
| MORDELLES | ST YVES | 118,8 | 40% | | | 40% | 262 728 | 105 091 | 103 737 | 103 737 | 90 727 |
| RENNES | TA | 124,2 | 35% | | | 35% | 111 814 | 39 135 | 62 620 | 39 135 | 34 227 |
| ST MALO | CHOISY | 124,9 | 35% | | | 35% | 19 419 | 6 797 | 70 282 | 6 797 | 5 944 |
| LIFFRE | ST MICHEL | 126,5 | 35% | | | 35% | 114 484 | 40 069 | 54 445 | 40 069 | 35 044 |
| CHATEAUGIRON | STE CROIX | 128,3 | 35% | | | 35% | 104 877 | 36 707 | 106 692 | 36 707 | 32 104 |
| BRUZ | ST JOSEPH | 128,4 | 35% | | | 35% | 261 508 | 91 528 | 187 244 | 91 528 | 80 049 |
| RENNES | ST HELIER | 129,3 | 35% | | | 35% | 216 590 | 75 807 | 95 414 | 75 807 | 66 300 |
| RENNES | ND DU VIEUX COURS | 130,3 | 33% | | | 33% | 258 759 | 85 390 | 84 126 | 84 126 | 73 576 |
| PACE | ST GABRIEL | 137,7 | 33% | | | 33% | 354 667 | 117 040 | 121 778 | 117 040 | 102 362 |
| ST GREGOIRE | IMMACULEE | 138,7 | 33% | | | 33% | 299 951 | 98 984 | 128 798 | 98 984 | 86 570 |
| CESSON | LEONTINE DOLIVET | 139,2 | 33% | | | 33% | 92 133 | 30 404 | 13 083 | 13 083 | 11 442 |
| RENNES | ST VINCENT | 140,3 | 33% | | | 33% | 379 057 | 125 089 | 155 755 | 125 089 | 109 401 |
| RENNES | ASSOMPTION | 141,1 | 33% | | | 33% | 183 174 | 60 447 | 137 197 | 60 447 | 52 867 |
| TOTAL | | | | | | | 6 838 283 | 2 847 113 | 3 407 795 | 2 582 968 | 2 300 000 |



Convention entre le Département d'Ille-et-Vilaine
et
le collège

ENTRE

Le Département d'Ille-et-Vilaine représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT,
Président du Conseil départemental, dûment habilité par décision de l'Assemblée
départementale du 29 juin 2023,

ET

L'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) du collège
représenté par, son·sa Président·e,

ET

Le collège représenté par, son·sa Chef·fe d'établissement,

d'autre part,

VU le Code de l'Education et notamment les articles L151-4, L442-6 et L442-7,

VU la circulaire du 2 avril 1999 relative au contrôle des conditions d'attribution par les
collectivités territoriales des aides à l'investissement aux établissements d'enseignement
privés,

VU la demande de l'établissement,

VU les décisions de l'Assemblée départementale du 2 juillet 1990 et du 10 février 2023,

VU l'avis favorable émis par le C.A.E.N. réuni le,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution des subventions accordées par le Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, conformément aux textes et décisions ci-dessus, et destinées à financer les opérations d'investissement entreprises par l'OGEC du collège précité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant de la subvention ne peut excéder 10% des dépenses globales non couvertes par des fonds publics figurant au dernier compte financier. De plus, le taux de subventionnement applicable aux dépenses annuelles réalisées, sera défini au regard de deux critères :

- le taux plafond d'intervention en fonction de l'IPS des collèges :
 - 60 % pour les établissements dont l'IPS est inférieur à 90,
 - 55 % pour les établissements dont l'IPS est supérieur à 90 et inférieur à 100,
 - 45 % pour les établissements dont l'IPS est compris entre 100 et 110,
 - 40 % pour les établissements dont l'IPS est supérieur à 110 et inférieur à 120,
 - 35 % pour les établissements dont l'IPS est compris entre 120 et 130,
 - 33 % pour les établissements dont l'IPS est supérieur à 130 pour les exercices 2023.

- La majoration de ces taux de 5 points de pourcentage pour les collèges ruraux en référence à la nouvelle qualification des communes (rurales ou urbaines) sur la base des éléments INSEE 2021

Une majoration de ces taux de 5 points supplémentaires pourra être apportée à des situations particulières qui seront étudiées au cas par cas annuellement.

Cette subvention pourra concerner des investissements financés à la fois par des fonds propres et par l'emprunt.

Les investissements réalisés par les établissements et faisant l'objet d'une demande de subvention doivent répondre aux enjeux de développement durable, notamment au travers de la performance énergétique. Une attention particulière est portée aux travaux liés au numérique, à la mise en sécurité des établissements et à la mise aux normes d'accessibilité aux personnes handicapées. Les travaux doivent concerner les bâtiments administratifs, d'enseignement ou de restauration dédiés à l'enseignement du second degré (collège). L'équipement des locaux peut être retenu s'il intervient dans le cadre de la rénovation ou la construction de bâtiments.

L'Assemblée départementale du a décidé d'accorder au collège une subvention d'un montant de €

L'établissement certifie que l'aide accordée sera affectée à l'opération désignée ci-après.

En ce qui concerne les investissements non financés par l'emprunt, l'opération subventionnée devra être engagée dans un délai de 2 ans et achevée dans un délai de 3 ans à compter de la date de la Commission permanente.

La subvention est répartie selon les investissements éligibles et l'amortissement suivants :

| Descriptif des travaux éligibles | Montant de la subvention | Durée amortissement (à compléter par l'OGEC) |
|---|---------------------------------|---|
| | € | |

La durée d'amortissement de chaque investissement subventionné doit être précisée selon le plan d'amortissement voté par le Conseil d'administration et transmis au Département d'Ille-et-Vilaine.

Le montant de la subvention est forfaitaire, la justification des dépenses n'est pas appliquée au payeur départemental.

ARTICLE 3 : Modalités de versement des aides

La subvention sera versée sur le compte bancaire de l'établissement dont l'identité est la suivante :

| |
|---|
| IBAN (International Bank Account Number) |
| |

Tout changement dans les coordonnées bancaires devra être signalé aux services du Département et un nouveau relevé d'identité bancaire sera transmis avant le versement de la subvention.

ARTICLE 4 : Pièces à fournir

- le compte financier de l'établissement intégrant le compte de résultat et le bilan détaillés, ainsi que toutes les annexes,
- le tableau d'amortissement correspondant aux investissements financés par l'emprunt,
- les factures acquittées et certifiées conformes aux dépenses effectuées et aux investissements prévus pour les opérations financées sur fonds propres,
- les délibérations du CA relatives aux travaux concernés, à leur plan d'amortissement et à l'emprunt engagé.

ARTICLE 5 : Contrôle

Le Département procédera au contrôle de l'utilisation de la subvention.

A ce titre, il pourra exiger la production des pièces comptables et de gestion nécessaires à cette vérification.

L'OGEC du collège s'engage à fournir chaque année tous les justificatifs (cf. article 4). Ces éléments conditionneront l'instruction du dossier.

ARTICLE 6 : Communication

Le collège fera état sur ses principaux documents informatifs (panneau d'affichage...) du partenariat avec le Département, et à ce titre s'engage à contacter la personne en charge de la communication au Département.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante du Conseil départemental.

ARTICLE 8 : Résiliation

Sous réserve d'une mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles adressée au collège par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant plus d'un mois, la convention sera résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties et le Département pourra suspendre, réduire ou exiger le reversement de la subvention visée à l'article 2 en cas :

- de retard, non-exécution ou exécution partielle des investissements objets de la présente convention,
- de dissolution, liquidation amiable ou judiciaire survenue avant la réalisation de ceux-ci,
- d'exercice à titre principal, accessoire ou temporaire d'une activité non conforme aux statuts,
- de reversement à un tiers de tout ou partie de la subvention accordée par le Département,
- de non-transmission des pièces visées à l'article 4,
- de dépassement de la limite des 10 % des dépenses d'investissement non couvertes par des fonds publics.

Conformément à l'article 4 de la loi n°94-51 du 21 janvier 1994, la collectivité peut se réserver le droit de reprendre le montant versé par le biais d'une subvention d'investissement si certaines conditions ne sont plus respectées (dissolution de l'OGEC, fusion de l'OGEC avec une autre structure, dénonciation du contrat d'association...). Le droit de reprise de la collectivité correspond au prorata des investissements subventionnés non amortis. L'OGEC devra s'acquitter de ce montant dans les 6 mois qui suivent la transmission de l'état susmentionné.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la signature des parties contractantes.

Fait à Rennes, en trois exemplaires originaux, le

Le·la Président·e de l'OGEC,

Le Président du Conseil départemental,

.....

Jean-Luc CHENUT

Le·la Chef·de d'Établissement,

.....